



Communiqué de presse

Mercredi 11 septembre 2013

Financement de la Transition écologique : une majorité pour une nouvelle prospérité

Hier, le Conseil Economique, Social et Environnemental a adopté à une large majorité un avis intitulé « Financer la transition écologique et énergétique » et rapporté par Gaël Virlouvét, membre du groupe environnement et nature en tant que représentant de FNE. Le cadre de financement proposé ouvre une mise en œuvre concrète de la transition écologique, en définissant les conditions de l'effort collectif à accomplir. France Nature Environnement salue cette avancée malgré l'opposition de représentants des employeurs.

Sans financement, la transition écologique ne pourra pas se faire. Or, le contexte est très contraint. Le développement de nouveaux financements est particulièrement délicat. Parmi les préconisations du CESE, France Nature Environnement souligne l'appel à une deuxième phase des investissements d'avenir, prenant en compte la transition écologique de manière transversale.

Pour Gaël Virlouvét, rapporteur de l'avis du CESE, « *Le premier intérêt de cet avis est de confronter les perspectives de transition écologique avec les contraintes et les attentes en matière d'emploi, de compétitivité, de pouvoir d'achat, pour proposer des solutions pertinentes* ».

FNE note aussi avec satisfaction que le CESE préconise de renforcer les flux financiers environnementaux. Les prélèvements portant sur l'environnement doivent permettre de financer la transition écologique et non pas être noyés dans le budget global de l'Etat, sans quoi les citoyens les percevraient comme les outils d'une écologie punitive. Ils doivent faire l'objet d'une gouvernance qui associe les acteurs représentatifs, à l'image des agences de l'eau. Cette préconisation apporte une dimension économique majeure au dialogue environnemental issu du Grenelle. FNE soutient également la prise en compte de l'environnement dans la gouvernance et les objectifs des outils publics d'investissement, ce que le CESE recommande d'étudier.

Pour Bruno Genty, Président de FNE, « *en abordant l'ensemble des enjeux de la transition écologique dans le contexte socio-économique actuel, l'avis du CESE offre de nouvelles perspectives, qui doivent être à présent saisies par le gouvernement. Nous regrettons l'opposition des représentants des employeurs ainsi que certaines*

abstentions. Pour éviter que la fiscalité écologique n'augmente la pression fiscale global, supprimons l'ensemble des aides en faveur des activités nuisibles à l'environnement. Cela fera baisser la pression fiscale! Que les opposants au développement d'une fiscalité écologique, qui se disent favorables à la transition écologique, nous expliquent comment ils comptent la financer ! »